

Art. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés au présent arrêté que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1915.

Art. 3. — Le montant des indemnités soumises à retenues pour pensions civiles ci-après énumérées est réduit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1918 de 25 p. 100 en exécution de l'article 4 du décret n° 48-1121 du 13 juillet 1918 et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1919, de 50 p. 100 en application de l'article 2 du décret n° 49-42 du 12 janvier 1919 :

Indemnités allouées à certains des personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> et pourvus du diplôme de docteur d'Etat ès lettres ou ès sciences (décret n° 46-1958 du 6 septembre 1916, complété par le décret n° 46-2681 du 27 novembre 1916).

Ces indemnités sont maintenues pour les trois quarts de leur montant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1918 et pour la moitié de leur montant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1919 comme indemnités non soumises à retenues pour pensions civiles, conformément aux dispositions combinées de l'article 3 du décret n° 48-1103 du 10 juillet 1918, portant reclassement hiérarchique des personnels de l'Etat, et des articles 1<sup>er</sup> et 4 du décret susvisé du 43 juillet 1918.

Art. 4. — Le montant des indemnités non soumises à retenues pour pensions civiles ci-après énumérées est réduit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1918, de 25 p. 100 en exécution de l'article 4 du décret n° 48-1121 du 13 juillet 1918 et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1919, de 50 p. 100, en application de l'article 2 du décret n° 49-42 du 12 janvier 1919 :

Indemnités spéciales allouées aux aides météorologistes ou aides-physiciens de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe et aux calculateurs et assistants de la hors-classe à la 6<sup>e</sup> classe.

Art. 5. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1919, en application de l'article 2 du décret du 12 janvier 1919, les versements mensuels d'attente sont réduits d'un tiers.

Art. 6. — Les nouveaux traitements sont attribués aux agents suivant leurs classe et échelon respectifs.

L'attribution de ces nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française et au Journal officiel de l'Algérie.

Fait à Paris, le 5 octobre 1949.

Le ministre de l'intérieur,  
JULES MOCHE.

Le ministre de l'éducation nationale,  
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
LÉON BROUARD.

Le secrétaire d'Etat aux finances,  
Pour le secrétaire d'Etat

et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
ROBERT BIOT.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
MATTEO CONNET.

#### Nouvelles rémunérations applicables aux techniciens contractuels du service de l'équipement sportif.

Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 48-357 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique ;

Vu le décret n° 48-1121 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique ;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique ;

Vu le décret n° 45-2355 du 14 octobre 1945 fixant la rémunération du personnel technique contractuel du service de l'équipement scolaire et sportif ;

Vu l'arrêté du 21 juin 1949 fixant les nouveaux traitements applicables, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949, à certains commis agents techniques et personnels assimilés,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les nouvelles rémunérations résultant, pour les techniciens contractuels du service de l'équipement sportif, de l'application de l'article 5 du décret n° 48-1121 du 13 juillet 1948 et de l'article 3 du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 susvisés, sont fixées ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948 et du 1<sup>er</sup> janvier 1949 :

	ECHELONS	REMUNERATIONS de base 1945. francs.	NOUVELLES REMUNERATIONS	
			A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1948.	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1949.
			francs.	francs.
1 <sup>re</sup> Vérificateur.....	1 <sup>er</sup> échelon....	81.000	235.000	364.000
	2 <sup>e</sup> échelon....	76.500	259.000	331.000
	3 <sup>e</sup> échelon....	69.600	240.000	302.000
	4 <sup>e</sup> échelon....	62.700	219.000	273.000
	5 <sup>e</sup> échelon....	55.800	198.000	243.000
	6 <sup>e</sup> échelon....	49.500	179.000	214.000
	7 <sup>e</sup> échelon....	42.000	155.000	183.000
2 <sup>de</sup> Conducteurs de travaux, chefs de section de labora- toire, chimistes.	1 <sup>er</sup> échelon....	81.000	240.000	274.000
	2 <sup>e</sup> échelon....	76.500	221.000	256.000
	3 <sup>e</sup> échelon....	69.600	211.000	243.000
	4 <sup>e</sup> échelon....	62.700	195.000	225.000
	5 <sup>e</sup> échelon....	55.800	180.000	207.000
	6 <sup>e</sup> échelon....	49.500	168.000	192.000
	7 <sup>e</sup> échelon....	42.000	150.000	172.000
3 <sup>de</sup> Agents techniques.....	1 <sup>er</sup> échelon....	81.000	228.000	258.000
	2 <sup>e</sup> échelon....	76.500	208.500	244.000
	3 <sup>e</sup> échelon....	69.600	199.000	227.000
	4 <sup>e</sup> échelon....	62.700	191.000	217.000
	5 <sup>e</sup> échelon....	55.800	173.500	196.000
	6 <sup>e</sup> échelon....	49.500	164.500	184.000
	7 <sup>e</sup> échelon....	42.000	136.000	143.000

Art. 2. — Aux nouvelles rémunérations fixées par le présent arrêté s'ajoutent l'indemnité de résidence, et, le cas échéant, la majoration familiale de l'indemnité de résidence et les prestations familiales.

Aucune autre indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être attribué aux agents intéressés que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1915.

Art. 3. — Les nouvelles rémunérations sont attribuées aux agents contractuels suivant leur échelon respectif.

L'attribution de la nouvelle rémunération ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des agents dans leur nouvel échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 octobre 1949.

Le ministre des finances  
et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
JEAN LE VERT.

Pour le ministre de l'éducation nationale ;

Le directeur du cabinet,  
LÉON BROUARD.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

ANDRÉ MORICE.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
MATTEO CONNET.

#### Nouveaux traitements de diverses catégories de magistrats et de fonctionnaires relevant du ministère de la justice.

Rectificatif au Journal officiel du 6 octobre 1949, page 9971, 4<sup>e</sup> colonne, 6<sup>e</sup> ligne (vice-président de tribunal de 2<sup>e</sup> classe avant deux ans), au lieu de : « 450 », lire : « 430 ».

#### Nomination du secrétaire général de la caisse nationale des marchés de l'Etat.

Par arrêté en date du 21 septembre 1949, M. Villers (Bernard-Gaston-Marie), auditeur de 1<sup>re</sup> classe à la cour des comptes, est nommé secrétaire général de la caisse nationale des marchés de l'Etat, des collectivités et établissements publics, en remplacement de M. Nebout, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

#### Administration centrale.

Par un arrêté en date du 30 septembre 1949, M. Girard (Michel-Joseph-Georges), administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe à l'administration centrale des finances, contrôleur des dépenses engagées, a été nommé sous-directeur à l'administration centrale des finances en remplacement de M. Rolles, appelé à d'autres fonctions.

#### Contrôle des dépenses engagées.

Par un arrêté en date du 30 septembre 1949, M. Rouzohi (Charles-Jean-François) administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe à l'administration centrale des finances, a été nommé contrôleur des dépenses engagées de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, en remplacement de M. Girard, appelé à d'autres fonctions.